



CHRONIQUE D'UN SABOTAGE ANNONCÉ

AUSTÉRITÉ, PRÉCARITÉ, COUPES BUDGÉTAIRES, MÉPRIS INSTITUTIONNEL : LA PJJ SEMBLE S'ENTÊTER À REJOUER LES MÊMES ERREURS, COMME UN MAUVAIS REMAKE.

Comme chaque été, dans le silence assourdi des congés, le gouvernement dégage son traditionnel plan d'austérité. Cette fois, il se dit « historique » : **43,8 milliards d'euros d'économies annoncées**, gel des dépenses, suppressions de postes, remise en cause des jours fériés. Une trajectoire budgétaire brutale, qui cible toujours les mêmes : les services publics, les agents, les travailleurs et les plus précaires.

Pendant ce temps, les grandes entreprises, elles, continuent de s'empiffrer : 211 milliards d'euros de subventions publiques distribuées en 2025, sans la moindre contrepartie, sans contrôle, sans honte.



Et la PJJ dans tout ça ? Encore une fois, elle tringue. Laboratoire d'un désengagement feutré, elle se pare pourtant de grands discours sur ses missions éducatives... pendant qu'en coulisses, on démonte méthodiquement l'édifice. Communication tapageuse d'un côté, sabotage organisé de l'autre : le cynisme a franchi toutes les digues.

"SOUVIENS TOI DE L'ÉTÉ DERNIER!" NON, PAS LE FILM...LA PURGE



Alors que les services tournaient à flux tendu, que les collègues tentaient de respirer, près de 700 contractuel·les ont vu leur contrat rompu, brutalement, sans ménagement ni égard. Pour eux, pour les jeunes, pour les équipes, ce fut une disparition sèche, bureaucratique, déshumanisée. **Des vies pro rayées comme des lignes dans un tableur, clic droit, supprimer.** Le message était limpide : les contractuels ne sont qu'un stock, une variable d'ajustement.

2025 reprend ce scénario délétère, avec quelques variations dans le script : les premiers non-renouvellements tombent déjà, et cette fois, ce sont même des postes pérennes que l'on sacrifie. Officiellement, il s'agit « d'ajuster les besoins »... en réalité, c'est la même recette, déconnectée du terrain, sourde à l'urgence éducative. **À croire que l'administration confond obstinément service public et gestion de stock.**

Dans le même temps, les discours sécuritaires s'intensifient : on stigmatise une jeunesse qu'on qualifie « de violente », tout en sabordant les moyens de l'éduquer. Cette politique incohérente et schizophrène, creuse les inégalités, nourrit les colères et ouvre une autoroute à l'extrême droite. Chaque poste supprimé est une digue en moins face au chaos.



CHRONIQUE D'UN SABOTAGE ANNONCÉ

L'HISTOIRE NE RETIENDRA PAS LES TABLEAUX EXCEL. ELLE RETIENDRA QU'AU MOMENT OÙ IL FALLAIT PROTÉGER, ON A ABANDONNÉ.

Ce ne sont pas les agents de la PJJ qu'il faut écarter. Ce sont les incendiaires qui gouvernent. Ceux qui, en piétinant les solidarités et en détruisant les services publics, préparent consciencieusement le terrain au pire.

LA CGT PJJ REVENDIQUE:

- **Des recrutements pérennes** pour pourvoir tous les postes vacants et créer les postes indispensables à la prise en charge des mesures en attente ;
- **Un abaissement des normes de prise en charge**, pour redonner du sens et de la qualité à nos missions ;
- **Un moratoire immédiat sur toute suppression ou non-renouvellement de poste**, tant que la trajectoire budgétaire n'est ni claire ni stabilisée ;
- **Une transparence totale sur les effectifs**, les crédits, les arbitrages à venir ;
- Et surtout : **aucune régression sociale** ne peut être imposée au nom d'un « effort national » fantasmé : ni suppression de jours fériés, ni gel des salaires, ni aggravation de la précarité.

**LA RENTRÉE DOIT ÊTRE BRÛLANTE.
FACE AU MÉPRIS, NOUS OPPOSERONS LA LUCIDITÉ,
LA SOLIDARITÉ ET LA LUTTE.
LA PJJ NE DOIT PAS TOMBER SANS RÉSISTANCE.**



POUR DÉFENDRE
NOTRE SERVICE PUBLIC
NOS SALAIRES
NOS EMPLOIS
NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

TOUS ENSEMBLE, ON NE LÂCHE RIEN



Retournez-vous sur nos réseaux sociaux